

ALLOCUTION DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, DEVANT LES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DES FINANCES DE L'OCDE, SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE, LE PROBLÈME DE LA DETTE DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT, LE PROTECTIONNISME, PARIS, PALAIS DE L'ÉLYSÉE, MARDI 12 MAI 1987.

12 MAY 1987 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur le président,

- Monsieur le secrétaire général,

- Mesdames et messieurs,

- Je suis heureux de vous recevoir ici de nouveau, dans ce Palais de l'Elysée. C'est presque maintenant une tradition établie. J'espère que vous ne m'en voudrez pas d'ajouter un discours à tous ceux que vous avez entendus, surtout, je peux le supposer, qu'ils ont tous été excellents, et que l'heure serait venue pour vous du repos. Mais enfin, je vais m'y essayer.

- Durant cette session, les questions soumises à votre attention n'ont pas manqué. Au demeurant, ont-elles jamais manqué depuis que l'OCDE existe ? J'énumère pour aujourd'hui :

- Comment renforcer la croissance et parvenir à ce qu'elle soit rapide, durable et créatrice d'emplois sans pour autant relancer l'inflation ?

- Comment réduire le chômage ?

- Comment corriger le déséquilibre des paiements extérieurs de quelques grands pays ?

- Comment obtenir la stabilité des taux de change ?

- Comment résister à la menace du protectionnisme ?

- Comment aider mieux et davantage les pays en développement ?

- Je ne passerai pas en revue la situation de l'économie mondiale. Vous le faites et fort bien. Je noterai cependant que grâce à l'action persévérante -entreprise depuis plusieurs années, l'inflation est aujourd'hui ramenée à son plus bas niveau depuis une génération. Mais voilà, les espoirs conçus l'an dernier pour la croissance ne se sont pas confirmés, de même que pour la première fois depuis des années, se produisaient une diminution des taux d'intérêts nominaux et des prix de l'énergie. Et surtout aucune amélioration notable dans l'ensemble n'a pu être observée sur le chômage. On pensera dès lors qu'il appartient aux pays qui le peuvent d'utiliser les marges de relance dont ils disposent.

- Les déséquilibres excessifs - déficits ou excédents - engendrent l'incertitude sur les marchés des changes et cette incertitude, jointe à l'ampleur et à la volatilité des transactions financières, augmente l'instabilité des grandes monnaies. Au sommet de Versailles en 1982, devant vous dans cette même salle, en mai 1983, d'autres que moi, en d'autres lieux, et à d'autres moments, avons préconisé une remise en ordre du système monétaire international. J'observe qu'une évolution favorable se dessine : New York en septembre 85, Paris en février dernier. Mais cependant chacun d'entre nous est bien conscient que l'évolution des monnaie n'est que l'expression des situations économiques fondamentales et que seule la réduction des déséquilibres peut assurer la stabilité durable des monnaies. Pardonnez-moi de vous rappeler ces évidences.\

Un mot sur la nécessaire résistance aux tentations du protectionnisme.

- Les négociations de l'Uruguay Round lancées en septembre dernier permettront, je l'espère, des progrès réels au-delà du jeu des égoïsmes nationaux. Je peux le dire : mon pays et son gouvernement sont prêts avec les vôtres à faire en sorte que ces négociations avancent aussi rapidement que possible et aboutissent à des résultats équitables pour tous. Je pense seulement qu'elles ne peuvent s'attaquer à un secteur - l'agriculture par exemple - en oubliant les autres. C'est d'une vue globale que nous avons besoin car le protectionnisme est partout.\

Si l'on parle des pays en voie de développement, comment aller au-delà des bonnes intentions ? On distingue bien entendu les pays à revenus intermédiaires et les pays à très faibles revenus. Le traitement du problème de la dette, en particulier, requiert une approche différente. Dans les pays à revenus intermédiaires, il s'agit surtout de financements bancaires. Et nos gouvernements ont, pour leur part, la responsabilité de promouvoir un contexte économique favorable au redressement de ces

pays. Croissance suffisante, plus grande stabilité du taux de change, baisse des taux d'intérêts réels, conditions générales qui valent aussi pour les pays les plus pauvres.

- Il faut examiner pour ces pays les plus pauvres des mesures particulières. La France a fait récemment des propositions en faveur de l'allègement de leur dette. L'une de ces mesures, l'allongement des périodes des remboursements des prêts dans le -cadre du Club de Paris a été bien accueillie. Et les autres doivent aussi faire l'objet de discussions qui, je l'espère, seront concluantes.

- Les efforts et les méthodes traditionnels d'aide au développement en ce début de 1987, même accrus comme je le souhaite, ne permettent pas de répondre au problème actuel dans sa vraie dimension. Nous sommes en présence de nouveaux chocs financiers analogues à celui que nous avons vécu en 1980 - 1981. Accumulation massive de surplus chez les uns, graves déficits chez les autres. A cette époque, les surplus se logeaient au Moyen-Orient, ils se trouvent aujourd'hui - ce n'est un mystère pour personne - au Japon, dans une moindre mesure en Allemagne, dans quelques autres pays. Au début de la décennie, des procédures avaient été établie pour le recyclage de ces fonds, au travers des institutions multilatérales. Eh bien, je souhaite que par l'entremise, en particulier du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, ces fonds soient aujourd'hui aussi activement recyclés et qu'ils le soient de façon appropriée, c'est-à-dire à des taux d'intérêts supportables. Disant cela, je pense particulièrement aux pays les plus pauvres d'Afrique. Enfin, j'espère que cette réunion, celles qui suivront, le Sommet de Venise, en particulier, seront l'objet d'annoncer des décisions dans ce sens.\ Disons-le, mesdames et messieurs, la croissance spéculative des marchés ne masquera pas longtemps la faiblesse structurelle de l'industrie. La gestion intelligente de la dette ne masquera pas longtemps l'aggravation du sous-développement.

- Les négociations commerciales ne feront pas illusion longtemps face aux vagues protectionnistes. Le vieillissement démographique ne suffira pas longtemps à cacher le chômage.

- Ne serait-il pas temps que les pays ayant un excédent commercial élevé opèrent rapidement une relance significative de leur économie, par la baisse des taux d'intérêts et la hausse des dépenses budgétaires ?

- Ne serait-il pas temps que les pays ayant un déficit budgétaire élevé prennent des mesures immédiates pour ramener celui-ci à un niveau plus raisonnable ?

- Ne serait-il pas temps qu'un programme d'urgence pour le tiers monde soit décidé et qu'il comprenne une augmentation massive de l'aide, un traitement spécifique de la dette - pour les pays les plus démunis - et l'ouverture des marchés des pays riches aux exportations du tiers monde ?

- Ne serait-il pas temps que pour l'agriculture, on réduise enfin, pour les détruire ensuite, les barrières protectionnistes ?

- Ne serait-il pas temps, enfin, que des moyens financiers significatifs soient mis en place pour lutter contre la spéculation monétaire et maintenir les principales monnaies dans le -cadre de zones de références ?

- Mesdames et messieurs, c'est parce que j'ai foi - et je ne suis pas le seul - en la capacité des hommes à maîtriser leur destin, c'est parce que j'ai foi dans la compétence d'organisations telles que la vôtre que je pense que peut, que doit être dégagé l'horizon de la croissance. Je crois que cela servira la démocratie et avec elle la liberté.\